



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°24- du 1 au 7 juillet 2022

En bref

- Rishi Sunak, l'ex-chancelier de l'Echiquier, a largement motivé sa démission par un désaccord de fond sur la conduite de la politique économique et budgétaire. Il estime que la situation appelle des décisions difficiles et accuse en creux le Premier ministre d'envisager des mesures électoralistes au détriment de la consolidation des finances publiques.

- Le nouveau chancelier de l'Echiquier, Nadhim Zahawi, précédemment ministre de l'Éducation, a annoncé que le gouvernement devait relancer une économie en difficulté. Il explique étudier toutes les options pour y parvenir, y compris une éventuelle baisse d'impôts et laisse entendre que le projet de Rishi Sunak d'augmenter les taxes sur les entreprises serait remanié.

LE CHIFFRE À RETENIR

-0,3%

Selon l'ONS, le PIB réel mensuel a diminué pour le deuxième mois consécutif, de 0,3% en avril après une baisse de 0,1% en mars.

Actualité macro-économique

Selon la [Resolution Foundation](#), la faible croissance des revenus observée sur les 15 années précédant le début de la pandémie est justifiée par la dynamique salariale des plus aisés - Alors que le revenu médian des actifs augmentait de +2,3% par an depuis 1961, il n'augmente plus que de +0,7% par an entre 2004-05 et 2019-20. Sur cette dernière période, les revenus des plus défavorisés ont stagné (+0,1% par an en moyenne) laissant comprendre que cette croissance ténue trouvait sa source dans les hausses de revenus des plus aisés.

Exprimant son scepticisme sur l'efficacité des politiques de *forward guidance*, Huw Pill a insisté sur la détermination du comité de politique monétaire de reconduire, à moyen terme et de façon soutenable, l'inflation britannique à son niveau cible de 2% - Le chef économiste de la [Banque d'Angleterre](#) a souligné l'importance de la prise en compte des effets désinflationnistes associés à la hausse des prix de l'énergie, via la contraction de la demande domestique. Il a également rappelé que les décisions prises s'inscrivent dans la durée et auraient un plein impact dans 18 à 24 mois.

Actualité commerce & investissement

Dans un [rapport](#), le comité du commerce international, au sein de la Chambre des communes, invite les députés à voter contre la ratification de l'accord commercial avec l'Australie afin de permettre un examen plus approfondi - Rappelant les reports successifs de l'audition de la ministre au commerce Anne-Marie Trevelyan devant le comité et son audition *in extremis* avant la fin de la période d'examen, le comité demande au gouvernement d'adopter une stratégie commerciale « cohérente » afin d'articuler celle-ci avec les autres priorités gouvernementales. Le comité s'inquiète du « précédent » que l'accord pourrait créer sur la libéralisation des produits agricoles, vis-à-vis des autres membres de l'accord transpacifique (CPTPP) qui doivent encore convenir des conditions d'accès au marché dans le cadre de la demande d'adhésion britannique à l'accord. Sans condamner fermement la libéralisation progressive des produits agricoles au sein de l'accord, le comité regrette, toutefois, l'absence d'un mécanisme de conditionnalité imposé aux producteurs australiens permettant de garantir le respect des normes de productions britanniques. En outre, bien que les députés saluent l'inclusion de règles d'origine flexibles, notamment pour l'industrie automobile, ils requièrent au gouvernement d'évaluer le risque de contournement de ces règles par des pays tiers. Enfin, les députés soulignent l'opacité des liens entre ledit accord et la Protocole nord-irlandais, questionnant notamment l'implication du Parlement et de l'exécutif nord-irlandais lorsque l'accord s'applique différemment sur le territoire nord-irlandais.

Le gouvernement britannique retarde sa décision d'autorisation sur l'acquisition de *Newport Wafer Fab* par *Nexperia* -

Nexperia, entreprise de semi-conducteurs basée aux Pays-Bas mais détenue à 100 % par le chinois *Wingtech Technology* (dont 30 % des actions peuvent être rattachées au gouvernement chinois), avait annoncé le 5 juillet 2021 le rachat de l'entreprise britannique *Newport Wafer Fab*, fabricant britannique de pièces de silicone, notamment utilisées dans la fabrication de puces électroniques. Le gouvernement britannique a fait usage de son pouvoir discrétionnaire d'intervention dans ce en vertu du *National Security and Investment Act* en mai dernier. Toutefois, le ministre Kwasi Kwarteng a annoncé le prolongement de l'étude de 45 jours ouvrables supplémentaires, cette décision intervient alors que le dirigeant de *Nexperia* au Royaume-Uni a indiqué souhaiter une décision rapide pour mettre fin à l'incertitude pour les employés et les clients.

Dans une interview au [FT](#), le ministre indien au commerce Piyush Goyal fait état du bon déroulement des négociations commerciales avec le Royaume-Uni – En dépit de certains défis et concessions, le ministre indien indique qu'aucun obstacle rencontré lors des négociations n'est insurmontable, et réitère l'ambition de publier un accord à l'automne prochain (11 chapitres sur 26 seraient plus ou moins finalisés).

Lors du *Invest Africa's Debate*, la ministre au commerce extérieur Anne-Marie Trevelyan appelle à l'établissement d'un partenariat économique et commercial avec le continent africain – Plaçant l'investissement au centre de ce partenariat (actuellement, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime que les investissements britanniques s'élèvent à 49Md£ sur le continent), la ministre a souligné les nombreuses

opportunités notamment en matière d'énergies renouvelables. A cet égard, elle a cité de nombreux projets en cours impliquant des entreprises britanniques et a souligné le rôle de soutien de l'agence crédit-export britannique UKEF en Egypte, au Mozambique ou encore en Afrique du Sud. Par ailleurs, la ministre exprime le souhait d'établir une véritable relation commerciale compte tenu de la croissance rapide du marché africain, rappelant l'engagement du gouvernement britannique dans la mise en œuvre de l'*African Continental Free Trade Area* (AcFTA) et les travaux en cours pour développer les liens commerciaux, dont la réforme en cours du système généralisé de préférences (« *Developing Countries Trading Scheme*») et les *Platinum Partnership* qui offrent une assistance technique à certains pays.

Le gouvernement britannique a lancé [une consultation](#) au sujet de la fiscalité des fonds souverains – Le *Treasury* cherche à aligner le régime fiscal des fonds souverains à celui des investisseurs institutionnels. La réforme est prévue pour avril 2024. Certains experts avertissent d'une potentielle perte d'attractivité du Royaume-Uni. A contrario, le gouvernement défend le projet en soulignant qu'il permettra de clarifier le cadre actuel, tout en restant compétitif.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Actuellement de 1%, le ratio de réserves obligatoires contra-cycliques s'élèvera à 2%

à partir de juillet 2023 afin de s'assurer de la résilience des banques en cas de crises –

La Banque d'Angleterre ([BoE](#)) fixe le relèvement du taux de réserves obligatoires contra-cycliques (*countercyclical capital buffer ratio*) s'imposant aux banques britanniques afin de les contraindre à accumuler plus de capitaux. Ceci leur permettra une plus forte résilience dans un environnement économique mondial que la BoE estime dégradé.

L'Investment Association (IA), représentant les gestionnaires d'actifs, invite le gouvernement à créer une nouvelle catégorie de fonds, s'inspirant des modèles utilisés par les cryptomonnaies via la blockchain – L'IA propose, l'établissement d'une nouvelle *task force* afin d'examiner l'usage de la blockchain en vue de créer de nouveaux produits et services permettant aux investisseurs de personnaliser davantage leurs portefeuilles. Des fonds via blockchain pourraient être déployés dès la fin du deuxième trimestre 2023 en cas d'autorisation de la FCA.

2 Banques et assurances

Les banques britanniques ont réalisé plus de bénéfices que leurs rivales françaises pour la première fois depuis le Brexit - Ayant généré 46Md£ de bénéfices avant impôt l'année dernière, les banques britanniques ont bénéficié d'un rebond économique post-Covid, d'une forte hausse des transactions de *private equity* et d'une envolée du marché immobilier. Selon le classement établi par *The Banker*, les banques britanniques auraient réussi à battre de justesse leurs homologues françaises pour la première fois depuis 2016 et ce, toujours selon *The Banker*, malgré les efforts de

Bruxelles pour inciter les banques à relocaliser leurs institutions sur le continent européen.

Selon Charles Nunn, directeur général de la banque Lloyds, près d'un tiers des clients de Lloyds s'endette durablement – Ce chiffre traduit, selon lui, la préoccupation collective vis-à-vis de la situation économique, mais il estime que cette vision est trop « négative » considérant qu'il existe des « *pockets of strength in the economy* ». Alors que la crise du pouvoir d'achat ne cesse de s'accroître, environ 80% des particuliers et clients de Lloyds auraient moins de 500£ sur leurs comptes courants et d'épargne. La banque a également observé une hausse de 300% des dépenses par carte de crédit pour financer des voyages touristiques.

UK Finance publie des [recommandations](#) en vue d'accroître le soutien financier aux PME issus de la diversité – Selon le rapport de UK Finance, environ 250 000 entreprises ont été recensées comme étant « *ethnic minority-led* » en 2018, entreprises qui seraient souvent plus ambitieuses et innovantes. Toutefois, ces entreprises rencontrent plus de difficultés dans la recherche de financement, 48% reçoivent une offre des établissements de prêts, contre 78% en moyenne pour les PME. Citant des exemples de programmes déjà mis en place, le rapport invite les établissements à persévérer dans leur soutien.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Carole Lebreton et Sophia Milliaud
Revu par Emmanuel Masse
Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr